

La crise du nucléaire iranien : Vers un retour des négociations ?

Par **Bérandère Rouppert**

24 février 2012

Résumé

Quelques jours après l'annonce de nouvelles avancées dans son programme nucléaire, l'Iran a à nouveau refusé de répondre aux questions des inspecteurs de l'AIEA et de leur autoriser l'accès à un site suspecté d'abriter des activités nucléaires à caractère militaire. Les acteurs internationaux se divisent sur l'attitude à adopter et les mesures à prendre. L'option militaire est sur la table israélienne mais elle ne recueille pas l'assentiment de la majorité des acteurs qui lui préfèrent la politique des sanctions/négociations. La question est de savoir si, après cette succession de provocations, le groupe 5+1 acceptera l'offre de reprise des négociations de la République islamique.

Mots clés : Iran, nucléaire, sanctions, Conseil de sécurité, Chine et Russie, Israël, États-Unis

Abstract

The Iranian nuclear crisis: towards new negotiations?

A few days after announcing further improvements in its nuclear program, Iran refused again to answer questions from the IAEA inspectors and to allow them access to a site suspected of harboring military nuclear activities. International actors are divided on the measures to be undertaken. The military option is on the table but Israel does not obtain the consent of the majority of great powers who prefer the policy of sanctions /negotiations. The question is whether, after this succession of provocations, the 5 +1 group will accept the Islamic Republic offer to resume negotiations.

Keywords : Iran, nuclear, sanctions, Security Council, China and Russia, Israel, United States

Citation :

ROUPPERT Bérandère, *La crise du nucléaire iranien : vers une reprise des négociations ?*, Note d'Analyse du GRIP, 24 février 2012, Bruxelles.

URL : http://www.grip.org/fr/siteweb/images/NOTES_ANALYSE/2012/NA_2012-02-24_FR_B-ROUPPERT.pdf



Introduction

En 2010, à la faveur de la Conférence de révision du Traité de non-prolifération nucléaire, de nouvelles solutions négociées avaient été mises sur la table entre l'Iran et le groupe 5+1 (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Russie + Allemagne). Après le rejet par la république islamique de confier une partie de son uranium enrichi à 3,5% à la Russie et à la France afin qu'elles l'enrichissent à 20%¹, ce fut au tour du groupe 5+1 de juger insuffisant² un accord similaire conclu entre l'Iran, le Brésil et la Turquie³. En janvier 2011, la rencontre entre la délégation iranienne et le groupe 5+1 échouait une fois de plus à la suite du refus de Téhéran de discuter de l'interruption de son programme d'enrichissement d'uranium d'une part, et, d'autre part, à la suite du refus des Occidentaux de se plier à l'exigence de Téhéran de lever les sanctions économiques préalablement à toute discussion. Les participants s'étaient quittés sans fixer de nouvelle date de rencontre, cependant que les rapports de l'AIEA se succédaient (février, juin, novembre 2011) faisant état de violations continues, de la part du régime iranien, des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) concernant son programme nucléaire.

Tandis que les Européens et les Américains font le choix de renforcer et d'étendre les sanctions contre l'Iran afin de le contraindre à reprendre les négociations, il n'en va pas de même ni pour la Chine et la Russie qui s'opposent à un nouveau train de sanctions, ni pour Israël qui prône l'usage de la force contre les installations iraniennes.

1. Au Conseil de sécurité : sanctions *versus* conciliation

En cinq ans et demi, six résolutions du CSNU, dont quatre assorties de sanctions, ont condamné et visé à empêcher les activités iraniennes dans le domaine nucléaire. Les sanctions économiques et financières accroissent de façon continue la pression sur Téhéran : le rial a perdu 45% de sa valeur depuis décembre 2011, le pays connaît une inflation de 21% en janvier 2012⁴ et, selon le président iranien, les banques iraniennes éprouvent de grandes difficultés à réaliser des transactions internationales⁵.

En raison de leur impact avéré, la majorité des États occidentaux penchent en faveur du binôme sanctions/négociations. Cependant, en l'absence d'unanimité internationale pour l'adoption de nouvelles sanctions, les dernières en date ont été prises de façon unilatérale. En novembre et janvier 2012, les États-Unis ont durci leurs mesures à l'égard du secteur financier iranien en prévoyant des sanctions pour les banques réalisant des transactions avec la Banque centrale iranienne ou les établissements bancaires privés de la République islamique d'une part, et, d'autre part, en gelant les biens « appartenant au gouvernement de l'Iran, à la Banque centrale iranienne ou à toute institution financière d'Iran se trouvant sur le territoire américain⁶ ».

1. « L'Iran refuse d'envoyer son uranium enrichi à l'étranger ». *L'Express*. 7 novembre 2009.

2. « Iran : des sanctions au goût amer ». Brève de Mehdi Mekdour. *GRIP*. 10 juin 2010.

3. « Un accord sur l'échange de l'uranium iranien : une nouvelle chance à la diplomatie ? ». Brève de Mehdi Mekdour. *GRIP*. 17 mai 2010.

4. « Nucléaire : Israël s'apprêterait à bombarder l'Iran ». *Ouest-France*. 16 février 2012.

5. « Ahmadinejad admits impact of financial sanctions on Iran ». *The Washington Post*. 1er novembre 2011.

6. « Nouvelles sanctions américaines contre l'Iran ». *Radio Canada*. 6 février 2012.

Le pétrole iranien

Les principaux pays importateurs de brut*
(en milliers de barils par jour)



Les Européens⁷, qui absorbent près de 20% de la production de pétrole iranien, ont, quant à eux, entrepris de durcir l'embargo sur l'or noir iranien (interdiction de conclure de nouveaux contrats pétroliers avec l'Iran, annulation des contrats déjà existants avec une phase de transition jusqu'au 1er juillet 2012)⁸ ; en réaction, l'Iran a interrompu ses livraisons du brut à la France et à la Grande-Bretagne⁹ et menace de faire de même pour six autres États¹⁰. Les Européens ont ajouté à ces sanctions économiques et commerciales un volet financier en gelant les avoirs de la banque centrale iranienne¹¹ et un volet diplomatique, notamment pour convaincre les gros importateurs de pétrole iranien, tels l'Inde, de réduire leurs importations¹². Le Canada et l'Australie ont eux aussi entrepris de durcir leurs sanctions à

l'encontre des secteurs financier, pétrolier et gazier de la République islamique¹³.

Cependant, la politique de sanctions/négociations ne reçoit plus l'approbation de la Russie qui adopte une attitude plus conciliante, voire défensive, envers Téhéran, accusant les Occidentaux de se méprendre sur les velléités iraniennes et refusant catégoriquement de se prononcer en faveur d'un nouveau train de sanctions. La Chine s'oppose également à un nouveau vote du Conseil de sécurité sanctionnant l'Iran, mais elle exige de celui-ci un retour à la table des négociations¹⁴.

3. La menace d'un raid israélien

Quant à l'État hébreu, il envisage de plus en plus sérieusement d'engager rapidement, en avril, mai ou juin, des frappes contre les installations iraniennes pour deux raisons. Tout d'abord parce que le calendrier international le permet : en effet, en pleine campagne présidentielle aux États-Unis, Israël sait que l'administration de Barack Obama ne peut pas s'opposer frontalement à lui, au risque de perdre le soutien du très puissant lobby pro-israélien. Ensuite, Israël ne veut pas risquer

7. À noter qu'il y a eu toutefois des réticences de la part de certaines capitales européennes, notamment Madrid (12% de sa consommation de brut), Rome (13%) et Athènes (30%), toutes trois très dépendantes des importations du brut iranien.

8. « L'Iran tente de minimiser l'embargo pétrolier de l'UE ». *Le Monde*. 23 janvier 2012.

9. Il est à noter que la Grande-Bretagne avait emboîté le pas à la réaction américaine et avait déjà renforcé, en novembre 2011, ses sanctions contre l'Iran, notamment en rompant les liens entre son secteur financier et les banques iraniennes. « Les sanctions britanniques contre la banque centrale sans effet ». *Romandie news*. 23 novembre 2011.

10. « Le nucléaire iranien fait flamber le prix du pétrole ». *La Tribune*. 20 février 2012.

11. « L'UE décide de geler les avoirs de la banque centrale iranienne ». *Le Monde*. 18 janvier 2012.

12. « Programme nucléaire iranien : l'UE fait pression sur l'Inde ». *Romandie news*. 10 février 2012.

13. « Le Canada renforce ses sanctions contre l'Iran ». *Radio Canada*. 22 novembre 2012. « Iran : l'Australie durcit ses sanctions ». *Le Figaro*. 6 décembre 2011.

14. « Nucléaire : Pékin demande à Téhéran de coopérer avec l'AIEA ». *Radio Canada*. 12 février 2012.

de « découvrir que "plus tard" est trop tard »¹⁵, autrement dit de voir Téhéran accéder au seuil de l'assemblage de la bombe. Seule solution donc aux yeux de l'establishment politique israélien¹⁶, une intervention militaire aérienne. Il s'agirait, selon Israël, d'une mission courte, de cinq jours environ, qui prendrait fin par le biais d'un cessez-le-feu sous l'égide de l'ONU.

Des freins à une action israélienne existent toutefois. D'une part, les limites capacitaires de l'État hébreu : des limites militaires puisque les avions qui mèneraient le raid en Iran devraient bénéficier d'un ravitaillement grâce à une escale – sur quelle base ? – ou en vol – ce qui serait assez périlleux –, ou faire le choix de s'abîmer en mer¹⁷; des limites civiles concernant la défense passive, non préparée et incomplète selon le président de la sous-commission parlementaire israélienne chargée de la défense passive¹⁸. D'autre part, les Israéliens se heurtent aux réserves voire l'opposition de l'administration américaine. En effet, le président américain a clairement répété que les États-Unis n'approuvaient pas l'idée d'une action militaire et que, par conséquent, ils ne participeraient pas à une telle opération.

Plusieurs raisons dictent la décision américaine : le refus de s'engager dans un nouveau conflit armé après l'Irak et l'Afghanistan ; le risque que de telles frappes nuisent à l'efficacité, avérée, des sanctions économiques et financières, ainsi qu'aux démarches diplomatiques effectuées en parallèle et destinées à faire renoncer l'Iran à franchir le seuil nucléaire ; la possibilité que les frappes ne fassent qu'endommager légèrement les installations souterraines de Natanz notamment ; le risque de représailles iraniennes sur sa flotte présente dans le Golfe persique ; la fermeture du détroit d'Ormuz et sa résultante, la flambée des cours du brut. Toutefois, les impératifs électoraux ne peuvent faire renoncer le président américain à soixante ans d'engagement à assurer la sécurité de l'État hébreu : c'est pourquoi Barack Obama a maintenu l'envoi d'un troisième porte-avions, l'USS Abraham Lincoln, dans le Golfe persique, et assuré Jérusalem que le système de défense Thaad d'interception de missiles balistiques garantissait sa sécurité.

4. Les derniers progrès iraniens

Afin de dissuader toute attaque contre son territoire ou, le cas échéant, de se doter d'une capacité de riposte, l'Iran mène de front le développement de son programme balistique et de son programme nucléaire suspecté, par l'AIEA et les Occidentaux, d'être à des fins militaires.

Au cours de l'année 2011, la République islamique a testé avec succès plusieurs types de missiles balistiques : de courte portée (Fateh-110) ; de moyenne portée (Zlezal, Sejil, Ghiam, Shahab I et II) ; de longue portée (Shahab III, Sejil 2) supérieure à 2000 km, et donc susceptible d'atteindre Israël ; des missiles avancés (Khalij-e-Fars, Qiam-1, Kerrar et Tondar). La République islamique a également fait part de la mise en fonction d'un nouveau missile de croisière (Qader),

15. « Moscou avertit Israël des "conséquences catastrophiques" d'une attaque de l'Iran. *Libération*. 9 février 2012.

16. Il s'agit plus précisément de la position du premier ministre, Benjamin Netanyahu, du ministre de la Défense Ehud Barak, du ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman. Il faut en effet noter que les autres membres du cabinet ainsi que les responsables des agences de sécurité préfèrent l'option des sanctions économiques. « Les Israéliens divisés sur une éventuelle attaque contre l'Iran ». *Le Monde*. 3 novembre 2011.

17. « Nucléaire : Israël s'apprêterait à bombarder l'Iran ». *art.cit.*

18. « Crise du nucléaire iranien : Israël sur le pied de guerre ». *La Dépêche*. 21 février 2012.

capable d'atteindre des cibles en mer et d'un nouveau système de torpille ; les deux permettant d'atteindre la flotte américaine présente dans le Golfe persique¹⁹.

Quant au programme nucléaire, le dernier rapport de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA)²⁰ fait état d'activités « propres aux armes nucléaires »²¹ (obtention de documents sur la mise au point d'armes nucléaires, essais de composants d'arme nucléaire, mise au point de détonateurs etc.), qui renforcent les préoccupations de l'AIEA sur la nature militaire du programme nucléaire iranien. Le 15 février, la télévision d'État iranienne a suivi en direct l'introduction d'une barre de combustible nucléaire à 20% *made in Iran* dans le cœur du réacteur de recherche de Téhéran. Ce même jour, les autorités iraniennes ont annoncé que 3 000 nouvelles centrifugeuses étaient mises en activité sur le principal site d'enrichissement à Natanz, s'ajoutant aux 6 000 déjà en activité. Parmi ces nouvelles machines, une cascade de 174 d'entre elles constitue une nouvelle génération de centrifugeuses, trois fois plus performantes que celles existantes.

Du côté des Occidentaux, la réaction a été de minimiser ces déclarations. L'État hébreu a estimé que les annonces iraniennes sur les avancées technologiques avaient pour seul but de démontrer à la communauté internationale combien ses sanctions étaient vaines et par conséquent, combien il était inutile d'entreprendre de nouvelles actions à l'encontre de Téhéran ; de leur côté, les États-Unis ont jugé ces avancées comme n'étant « ni franchement neuves ni franchement impressionnantes »²².

Conclusion : vers une reprise des négociations ?

Au lendemain de l'annonce par le président Ahmadinejad des avancées réalisées dans le domaine du nucléaire, le négociateur en chef de la délégation iranienne, Saïd Jalili, a répondu favorablement à la lettre envoyée en octobre 2011 par la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, au nom du groupe 5+1, demandant à l'Iran de bien vouloir reprendre les discussions. Le calendrier adopté par les autorités iraniennes pour annoncer un possible retour à la table des négociations semble faire partie d'une stratégie mûrement réfléchie destinée à placer l'Iran en position de force face au groupe des 5+1.

Parallèlement à la remise en route du cycle diplomatique, une mission de l'AIEA s'est rendue à Téhéran du 19 au 21 février 2012, un mois seulement après sa dernière mission, avec pour but d'établir une fois pour toutes la nature véritable du programme nucléaire iranien en se rendant sur des sites nucléaires suspects, notamment la base militaire de Parchim. La mission « de la dernière chance » a débouché sur un nouvel échec : l'accès au site nucléaire suspecté d'abriter des

19. « Iran fires 14 missiles in 2nd day of war games ». Reuters. 28 juin 2011. « Iran to stage missile war games ». *Ynetnews*. 27 juin 2011. « Iran makes giant strides in missile programs ». *Newsmax*. 27 juin 2011. « Iran to stage missile war games ». *Ynetnews*. 27 juin 2011.

20. Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran. Rapport du Directeur général de l'AIEA. 11 novembre 2011. Annexe.

http://iaea.org/Publications/Documents/Board/2011/French/gov2011-65_fr.pdf

21. Mise en œuvre de l'accord de garanties TNP et des dispositions pertinentes des résolutions du Conseil de sécurité en République islamique d'Iran. Point G « Dimensions militaires possibles », §44. Rapport du Directeur général de l'AIEA. 11 novembre 2011.

http://iaea.org/Publications/Documents/Board/2011/French/gov2011-65_fr.pdf

22. « Israël ne croit pas aux progrès nucléaires annoncés par Téhéran ». *Le Nouvel Observateur*. 16 février 2012.

installations nucléaires souterraines a été interdit aux inspecteurs de l'Agence et les autorités iraniennes ont refusé d'éclaircir les questions portant sur les aspects controversés de son programme nucléaire.

Ce nouveau défi lancé à la Communauté internationale constitue un indice supplémentaire de la réelle visée du programme nucléaire iranien et ce, alors même que les autorités militaires de la République islamique procédaient à des manœuvres « pour renforcer la défense anti-aérienne » de leurs installations nucléaires en cas de frappes américaines et israéliennes²³.

* * *

***Bérangère Rouppert** est chargée de recherche au GRIP et auteure de plusieurs Rapports et Notes d'Analyses du GRIP sur les questions de sécurité et de défense. Ses travaux se concentrent actuellement sur l'Afrique de l'Ouest et la bande sahélienne.*

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger. < www.grip.org >

23. « Iran to hold military drills to protect military sites ». *BBC news*. 20 février 2012.